

*Date de dépôt: 22 mai 2006*

*Messagerie*

## **Rapport**

**de la Commission des pétitions chargée d'étudier la pétition  
concernant la privatisation de Swisscom**

### **Rapport de M. Roger Golay**

Mesdames et  
Messieurs les députés,

La pétition 1567, signée par 399 personnes, a été déposée au Grand Conseil en date du 16 mars 2006. Ce document a été transmis à la Commission des pétitions.

La commission chargée d'étudier cette pétition s'est réunie les 10 et 24 avril 2006, sous la houlette de notre excellent président, M. Eric Leyvraz. Les procès-verbaux ont été rédigés chronologiquement par M<sup>me</sup> Stéphanie Kuhn, MM. Christophe Vuilleumier et Jean-Luc Constant. Nous les remercions vivement pour leur précieux concours.

### **Audition de MM. Gonzalez et Fischer du Syndicat de la communication, pétitionnaires, le 10 avril 2006**

M. Gonzalez précise que le Syndicat de la communication compte 40 000 membres environ sur le plan national. Cette association regroupe le personnel de la Poste et de Swisscom. Quant à lui, il préside la section Genève-Télécom, laquelle enregistre 500 membres.

En substance, il indique que cette pétition fait suite à la prise de position du Conseil d'Etat en faveur de la liquidation de la participation majoritaire de

la Confédération à Swisscom. Selon la décision des instances politiques à Berne à ce sujet, un référendum sera certainement lancé.

Il regrette, en outre, que la situation de Swisscom et de la téléphonie n'ait pas été mieux analysée. Il dénonce dans ce débat une volonté masquée de s'attaquer aux services publics. Les pétitionnaires relèvent le manque de concertation entre les représentants du personnel et le Conseil d'Etat avant que ce dernier ne prenne sa décision sur l'avenir de Swisscom.

Selon le pétitionnaire, la privatisation ou une diminution de la participation de la Confédération à Swisscom serait une menace pour la sécurité intérieure du pays. En effet, la situation actuelle de Swisscom garantit à la police et à l'armée une solution sûre et indépendante.

Il n'oublie pas de rappeler que cette entreprise de communication a offert l'ADSL à toutes les écoles de Suisse. Elle n'a plus le monopole depuis des années. Il rappelle encore que la tarification à la minute a été supprimée et que cette entreprise rapporte à la Confédération 1,4 milliard de francs par année.

M. Gonzalez indique que cette entreprise bénéficiaire assure des acquis sociaux à son personnel et qu'il serait également bon de les conserver. De plus, Swisscom continu à se développer d'une manière importante et ses gains ne sont pas anodins.

Quant à M. Fischer, il répond à de nombreuses questions techniques posées par les commissaires. En résumé, celui-ci indique que Swisscom prévoit le VDSL, débitant 40 à 60 mégas, soit une technologie de haut niveau et supérieure à la concurrence. D'autant plus que la fibre optique choisie par cette concurrence prend du retard en raison de la complexité du territoire.

M. Fischer informe la commission que, en 1991, Swisscom employait 1500 personnes et qu'à la suite de nombreuses restrictions d'emplois, il ne reste plus que 500 personnes à Genève. Partout où la privatisation des réseaux de communications s'est faite, notamment aux USA, les prix sont très bas tout comme les services. La privatisation développe les réseaux dans les centres urbains a contrario des campagnes. Quant à l'entreprise Swisscom, elle garantit un développement de ses technologies même dans les parties les plus reculées de notre pays.

M. Gonzalez mentionne que la vente de Swisscom rapporterait 16 milliards de francs à la Confédération, soit seulement dix ans de bénéfices au taux actuel. Une aberration en quelque sorte de vendre une entreprise qui rapporte.

Il est encore précisé que Swisscom forme une vingtaine d'apprentis par année. Au niveau national, il s'agit de 800 apprentis qui sont en formation dans cette société de télécommunication.

Après toutes ces explications, le Président remercie MM. Gonzalez et Fischer.

### **Discussion de la commission**

D'emblée, il est rappelé que cette pétition est traitée en urgence en raison de l'actualité.

En effet, dès réception de cette pétition, la commission a convoqué dans les plus brefs délais les représentants des pétitionnaires.

Dès lors, la Commission des pétitions a pris acte que les signataires s'opposent fermement à la déclaration du Conseil d'Etat sur l'avenir de Swisscom.

Une commissaire rappelle également que le Grand Conseil s'est déjà prononcé sur ce débat politique par la voie d'une résolution (R 507 – Refus du Parlement genevois de voir privatiser totalement Swisscom) adressée aux Autorités fédérales. Résolution adoptée le jeudi 6 avril 2006.

Un court débat a lieu.

Un commissaire soulève que la seconde invite de la pétition demande l'annulation de la déclaration du Conseil d'Etat relative à l'avenir de Swisscom.

Il ressort des discussions que le Grand Conseil ne peut pas aller contre la décision du Conseil d'Etat de manière à ne pas mélanger les rôles des uns et des autres.

D'autre part, l'esprit de cette pétition s'inscrit également contre la résolution « Swisscom », votée dernièrement par le Parlement.

En conséquence, il est suggéré de déposer cette pétition sur le bureau du Grand Conseil

Le président met aux voix le **dépôt de la pétition 1567 sur le bureau du Grand Conseil :**

|              |           |
|--------------|-----------|
| Pour :       | unanimité |
| Contre :     | —         |
| Abstention : | —         |

## Pétition (1567)

### concernant la privatisation de Swisscom

Mesdames et  
Messieurs les députés,

Les travailleuses et travailleurs de Swisscom à Genève et la section Genève-Télécom du Syndicat de la communication, ont pris connaissance avec consternation de la déclaration du Conseil d'Etat en faveur de la liquidation de la participation majoritaire de la Confédération à Swisscom.

Cette prise de position soutient la position du Conseil fédéral visant à démanteler la « Loi fédérale sur l'organisation de l'entreprise des télécommunications » et les garanties légales qu'elle comporte concernant l'actionnariat majoritaire de la Confédération dans cette entreprise.

Dans son communiqué à ce sujet, le Conseil d'Etat va jusqu'à émettre l'avis selon lequel il « doute de l'efficacité et de la pertinence économique de confier l'exploitation du réseau de téléphonie à une société publique ».

#### **Cette prise de position est particulièrement inacceptable. En effet :**

- Elle va à l'encontre de la position systématiquement exprimée par les citoyen-nes de ce canton en faveur de la défense des services publics et contre les libérations-privatisations (SAN-Montana, LME, démantèlement du réseau postal, sous-traitance TPG...)
- Elle a été prise sans aucune consultation ni des travailleurs-euses concernés, ni de leurs organisations représentatives.
- Elle s'inscrit en faux par rapport à toutes les démarches genevoises entreprises jusqu'ici en direction des autorités et des entreprises publiques fédérales, visant à défendre l'emploi et les prestations du service public fédéral dans ce canton.
- Elle donne un signal de la part du Conseil d'Etat qui décrédibilise complètement celui-ci comme défenseur du statut public de nos entreprises et régies cantonales (SIG, TPG...) Si le Conseil d'Etat est prêt à brader Swisscom, à quant la mise à l'encan de nos services publics cantonaux ?

**C'est pourquoi nous demandons aux autorités genevoises :**

1. D'entendre rapidement les représentant-e-s des syndicats et des travailleurs-euses de Swisscom à Genève pour prendre en compte leur point de vue sur cette question.
2. D'informer les autorités fédérales (Conseil fédéral, parlement, commission parlementaire...) que la prise de position du Conseil d'Etat dans le cadre de la consultation organisée en février est annulée et remplacée par une claire prise de position en faveur du maintien d'une participation majoritaire de la Confédération au capital de Swisscom.
3. De s'engager à défendre le service public et l'emploi, fermement et par tous les moyens juridiques et politiques, en matière de télécommunications comme dans les autres industries de réseau.

N.B. : 399 signatures  
*Syndicat de la communication*  
M. José Gonzalez  
Président section GE télécom  
3, avenue Henri-Golay  
1203 Genève

## **Déclaration de presse du Conseil d'Etat, le 1<sup>er</sup> mars 2006**

### **Swisscom : Genève est favorable au maintien d'une participation de la Confédération**

Dans le cadre d'une consultation fédérale lancée par le Département fédéral des finances, le Conseil d'Etat se déclare favorable à la cession, par la Confédération, d'une partie de sa participation dans l'entreprise Swisscom SA, tout en conservant une minorité de blocage.

Le gouvernement estime que la cession de la participation de la Confédération doit faire l'objet de mesures d'accompagnement appropriées telles que l'introduction d'obligations légales et contractuelles envers les entreprises, afin de garantir un service universel de qualité et éviter une délocalisation massive de l'entreprise à l'étranger. La remise gratuite des actions Swisscom à la population suisse ne lui paraît pas des plus appropriée pour préserver l'indépendance de l'entreprise.

Le Conseil d'Etat considère qu'il est prioritaire de donner à Swisscom les moyens légaux et structurels de se développer dans un environnement technologique de pointe et hautement compétitif. A cet égard, le Conseil d'Etat doute de l'efficacité et de la pertinence économique de confier l'exploitation du réseau de téléphonie à une société publique.

Le gouvernement d'Etat n'estime enfin pas opportun de confier à l'Assemblée fédérale la compétence de décider du moment de la vente de la participation de la Confédération.